

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/L-Union-Europeenne-et-le-FMI-se-sont-unis-dans-un-choeur-de-pressions-contre-l-Argentine>

# **L'Union Européenne et le FMI se sont unis dans un chœur de pressions contre l'Argentine**

- Argentine - Économie - Dette externe -  
Date de mise en ligne : lundi 4 octobre 2004

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**Comme toujours, tous aiment les porteurs d'obligations. Pour ne pas faire moins que le Groupe des Sept- G7, qui a demandé vendredi qu'on sorte du défaut, l'Union Européenne et le Fonds Monétaire International (FMI) ont sollicité hier que le pays "régularise" les paiements. Ils exigent que le pays définisse l'échange des obligations et remplisse les conditions pour mener à bien la troisième révision de l'accord.**

Por [Página 12](#)

Buenos Aires, 3 octobre 2004

A leur tour, l'Union Européenne et le FMI n'ont pas voulu être en retrait sur le G7 dans les pressions faites sur le gouvernement argentin afin qu'il conclut ses négociations sur la dette avec les créanciers privés.

Comme l'a fait vendredi le groupe des sept pays plus riches pendant l'ouverture de l'Assemblée Annuelle conjointe du FMI et la Banque Mondiale à Washington, le FMI et l'UE ont exprimé hier leurs souhaits que l'Argentine se dépêche dans la définition des termes de l'échange des obligations et remplisse les actions nécessaires pour mener à bien la troisième révision de l'accord avec l'organisme de crédit international.

"En Argentine il sera déterminant d'avancer par des réformes structurelles pour soutenir la relance et de conclure un accord avec les créanciers sur la restructuration de la dette publique", a indiqué le directeur du FMI, Rodrigo Rato, dans le discours qu'il a tenu devant le Comité Financier et Monétaire International de l'organisme (CMFI).

Quelques minutes plus tard, en conférence de presse, le fonctionnaire a assuré que si le gouvernement argentin avance dans cette direction, "il remplira les engagements qu'il avait fixé dans sa lettre d'intention avec le Fonds en mars passé, et si cela est fait par une vaste et durable restructuration de la dette, cela permettra évidemment à l'Argentine de retrouver à nouveau une position normale sur les marchés financiers".

Dans ses conclusions finales, le CMFI - qui est composé par 24 membres tournants qui représentent les 184 pays qui composent le FMI et qui est en charge de définir les politiques que mettra en oeuvre l'organisme de crédit ensuite - était en phase avec les paroles de Rato, et dans la ligne tracée le jour précédent par le G7. "Nous attendons une conclusion rapide du processus" de négociation, a exprimé dans un communiqué ce comité, qui est sous la direction du ministre de Finances britannique, Gordon Brown. "Le Comité - indiquait le texte - salue les améliorations récentes réalisées depuis 2002 sur la question fiscale en Argentine et demande que le pays gère de manière décisive toutes les questions structurelles importantes dans son programme, et mène une large et durable restructuration de sa dette et assure un cadre fiscal à moyen terme durable."

Dans la réunion du CMFI durant laquelle ces conclusions ont été énoncées, le ministre d'Économie, Roberto Lavagna était présent et a partagé l'auditoire avec le secrétaire du Trésor les Etats-Unis, de John Snow, et ses homologues du Japon, de Sadakazu Tanigaki, et de l'Allemagne, Hans Eichel.

Les pressions émanant de l'Union Européenne sont arrivées par la bouche de Gerrit Zalm, le ministre d'Économie de la Hollande, pays qui occupe la présidence de l'UE pendant le dernier semestre de l'année. "Nous saluons la forte relance macro-économique de l'Argentine", a dit Zalm. Mais le ton compréhensif de ses paroles s'est rapidement évaporé. "Nous exhortons les autorités argentines - a-t-il immédiatement ajouté devant l'auditoire - à utiliser cette occasion pour augmenter ses efforts afin d'obtenir vite un accord avec les créanciers privés."

"L'Argentine se trouve dans une bonne position pour honorer de manière complète et à temps ses obligations actuelles avec le FMI", a indiqué le fonctionnaire néerlandais, et au nom du bloc européen, il a recommandé à

## **L'Union Européenne et le FMI se sont unis dans un chœur de pressions contre l'Argentine**

---

l'administration de Néstor Kirchner "de mettre en oeuvre dès que possible les actions préalables requises pour la concrétisation de la troisième révision du programme avec le Fonds".

Le ton des interventions consacrées à l'Argentine durant le second jour du sommet a été le même que celui de la journée inaugurale. Vendredi, à l'ouverture de la rencontre, les 7 avaient incité le gouvernement de Kirchner à accélérer le pas dans la négociation avec les créanciers externes. Le groupe des pays les plus puissants a demandé "de mettre en oeuvre le plus rapidement possible les actions demandées pour terminer la troisième révision (de l'accord en stand-by), en remplissant totalement et à temps ses obligations".

La dureté de ce message fut une vraie douche froide pour la délégation argentine à Washington dirigée par le ministre d'Économie, Roberto Lavagna, à l'heure où le gouvernement mène la présentation formelle de la proposition d'échange avec les créanciers privés. Comme l'a annoncé le Ministère de la Economie, l'Argentine fera connaître dans les 10 prochains jours devant la Securites Exchange Commission (S.E.C.) son projet de la restructuration de la dette.

Bien que les discours qui ont été écoutés hier sur le cas argentin n'aient pas été précisément « bénévoles », ils ont souligné le processus de relance économique des dernières deux années. Et en dépit du ton dur des paroles de Rato, des autorités du CMFI et des représentants de l'UE, les références à la nécessité que l'Argentine résolve sa situation avec les créanciers externes se sont inscrites dans le cadre d'un agenda plus large. Outre la situation argentine, le CMFI a analysé hier la santé de l'économie mondiale en général et plusieurs paragraphes ont été consacrés aux cours internationaux du pétrole.

Cette différence de tonalités entre les déclarations émanant par le Fonds et l'UE et celles du G 7 a été soulignée par le porte-parole du Ministère de l'Économie, qui a assuré à l'agence Télam, "qu'on a reconnu les efforts que le pays fait pour la restructuration".

Lavagna, pour sa part, a choisi de garder profil bas, sans contact avec la presse. "Cela ne vaut pas la peine de s'enfoncer dans des débats qui impliquent de répondre à des pressions qui ont pour objectif une amélioration de l'offre faite aux créanciers, qui ne s'avérerait pas soutenable", avaient assuré des hommes proches de Lavagna face aux déclarations des 7. Le silence officiel face à cette nouvelle attaque du Fonds et le soutien du bloc européen, corrobore cette stratégie.

**Traduction pour El Correo** : Estelle et Carlos Debiasi